

Pauvreté et inégalités

L'optique libertarienne et conservatrice de Charles Murray¹

Julien Damon

Professeur associé à Sciences-Po

REFERENCE. « Pauvreté et justice sociale : l'optique libertarienne et conservatrice de Charles Murray », Regards croisés sur l'économie, n° 4, 2008, pp. 138-148.

Résumé :

Dans les bibliographies sur la pauvreté, Charles Murray est alternativement - ou bien concomitamment - présenté comme un (ultra)libéral et un (ultra)conservateur. Il est surtout décrié comme un extrémiste aux thèses radicales. Si sa radicalité est incontestable, ses thèses méritent d'être mieux connues, non pour les réhabiliter, mais pour en comprendre la richesse et l'originalité. Les idées de Murray sont un équilibre de conservatisme (sur la famille en particulier), de libertarisme (sur les politiques sociales en général) et de déterminisme (sur les trajectoires individuelles grandement dépendantes de l'intelligence). Pour sortir de cet Etat-providence qu'il combat depuis trente ans, il propose un « plan » qu'il estime possible, avec la création d'un revenu minimum universel qui viendrait remplacer toutes les politiques sociales.

Mots-clés : Pauvreté – Libertarisme – Charles Murray – Revenu universel – Education

Dans la famille des penseurs contemporains s'intéressant à la pauvreté, et plus largement à toutes les questions sociales, celui qui sent le plus le soufre par sa personnalité, ses analyses et la réception qu'il a suscitée en France est incontestablement Charles Murray. On reviendra, dans un premier temps, sur l'œuvre et les grands traits de la pensée de cet auteur honni, singulièrement dans les milieux hexagonaux d'expertise de la pauvreté et des inégalités. On s'intéressera ensuite à ses recommandations récentes qui invitent à mettre un terme définitif à l'Etat-providence tel qu'on le connaît. Cette contribution sera ainsi l'occasion de dresser un panorama des conceptions de la pauvreté et des préconisations en matière de lutte des très influents courants libertariens et conservateurs Américains.

Mais de qui parle-t-on ? Un grand méchant libertarien et conservateur

Connu en France dans les cercles académiques spécialisés, mais en réalité très rarement lu, l'auteur – chercheur à l'American Enterprise Institute – est parfois cité, pour être systématiquement dénoncé, par les experts français. Ses positions sont dites, pour une fois à raison, « ultra-libérales » quand il s'agit des politiques sociales, et ses analyses sont, trop rapidement mais pas nécessairement sans fondement, disqualifiées comme « racistes » quand il s'agit du quotient intellectuel (QI) et des performances individuelles.

Un social scientist libertarien controversé

Le livre de Charles Murray le plus souvent cité en France est *Losing Ground. American Social Policy 1950-1980* (Basic Books, 1984). En 1984, Charles Murray lançait une attaque frontale contre le Welfare State et les programmes de la « grande société » des présidences Johnson et Kennedy (« l'abondance et la liberté pour tous », « la guerre contre la pauvreté »), qui, dit-il, ont créé une mentalité d'assisté et une culture de la pauvreté. Dans cet ouvrage

¹. Une version développée de cet article se trouve sur le site www.rce-revue.com

Murray prenait acte des difficultés des programmes de lutte contre la pauvreté lancés aux Etats-Unis. Ceux-ci auraient institutionnalisé plutôt que véritablement réduit la pauvreté. Murray appelait déjà alors à de profondes réformes, en particulier pour sortir de la « culture de l'assistance ». Ses idées – fortement décriées aux Etats-Unis, même sous l'ère du républicain Reagan – ne seront pas reprises. Les idées de Murray orienteront néanmoins en partie les grandes réformes de 1996 sous l'ère Clinton.

Avec *The Bell Curve. Intelligence and Class Structure in American Life* (Free Press, 1994), co-écrit avec Richard Herrnstein, Murray s'intéressait au rôle de l'intelligence, mesurée par le QI, dans les performances individuelles et collectives. Ce gros *best-seller* hautement controversé, débordant de graphiques et de statistiques indigestes, est souvent signalé en France comme une entreprise raciste truffée d'erreurs et de jugements de valeur. De fait, la pente vers l'eugénisme y est assez nette. La thèse soutenue par Murray est que la disparité des QI explique la structure des classes sociales et des revenus aux Etats-Unis. Le QI étant largement héréditaire, les politiques de formation destinées à l'amélioration du niveau des plus défavorisés sont vouées à l'échec. Le livre conclut en conseillant au gouvernement de supprimer toute aide sociale, afin d'empêcher les pauvres de faire des enfants qui comme leurs parents poseront des problèmes à la société. On le voit, le propos est détonnant.

Murray se présente lui-même comme libertarien², par son attachement premier à la question de la dignité fondamentale de chaque être humain. Puisant son inspiration dans le libéralisme classique d'un John Locke, le libertarisme connaît ses lettres de noblesse avec les économistes autrichiens Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, et ses formulations les plus tranchées avec des auteurs américains comme Murray Rothbard ou Robert Nozick. Pour les libertariens, une société juste n'est pas une société heureuse, mais une société libre, c'est-à-dire composée d'individus souverains dont la liberté ne peut être bridée par des impératifs collectifs. Chacun, dans une société libertarienne, a d'abord entière propriété de soi. L'individu libre s'engage dans des transactions volontaires, refusant toute coercition et toute obligation, qui permettent une juste circulation des droits de propriété. Dans une version extrême, le libertarisme peut-être qualifié d'anarcho-capitalisme. Récusant la justice sociale (un « mirage » pour Hayek), les libertariens valorisent l'égalité formelle (l'égalité des droits) et repoussent toute idée d'égalité substantielle (égalité des chances ou des situations).

Les dimensions conservatrices de la pensée de Murray

Alors que la plupart des libertariens sont modernes et progressistes sur les valeurs et la famille, Murray apparaît assez profondément conservateur. Entendons-nous bien. Murray n'est pas un ultra-néoconservateur (pour faire de l'emphase). Lui-même divorcé, il sait ce que sont les familles recomposées. S'il n'est pas d'un moralisme rigide, il est, d'abord sur les questions de mariage, particulièrement traditionaliste. Non pour des raisons morales, mais par souci d'efficacité.

Conservateur familial, Murray l'est donc assurément. Il voit dans le déclin du mariage une des profondes raisons de l'aggravation des problèmes sociaux. Les gens sont plus pauvres, plus malheureux, plus irresponsables, car ils ne sont plus mariés, ou parce qu'ils ne l'ont jamais été. Ainsi, le premier sujet de préoccupation à l'égard de la pauvreté ne devrait pas être le marché du travail mais la famille. En 2005, note Murray, 91 % des couples mariés avec enfants avaient, avant transferts, des revenus supérieurs au seuil de pauvreté aux Etats-Unis. Ce n'était le cas que de 56 % des mères isolées. Par ailleurs, les naissances hors-mariage - qui

². Voir Charles Murray, *What it Means to Be a Libertarian*, New York, Broadway Books, 1997.

dépassent aujourd'hui 50 % des naissances en France – sont pour Murray la pire des choses. Quand la proportion des naissances hors-mariage chez les noirs est passée de 22 % en 1960 à 55 % en 1980, au moment de la sortie de *Losing Ground*, la plupart des experts pensaient que la famille noire étendue compenserait l'absence de père. Quand, à la fin des années 1980, la proportion a atteint 67 %, il est apparu qu'il n'y avait plus ni père ni famille étendue - d'où les dommages considérables observés. En fait, si pour Murray, l'absence des pères est un problème, le fait que des mères isolées s'occupent de leurs enfants l'est tout autant : peu matures, à QI faible, elles seraient incapables d'élever ces derniers. On est très loin des observations empathiques, et parfois compassionnelles, sur les sujets de pauvreté et de monoparentalité.

Conservateur social, Murray l'est évidemment. Selon lui, la première raison de la pauvreté n'est en rien l'environnement économique. Ce n'est pas non plus fondamentalement la responsabilité de l'individu. Pire. C'est son hérédité. Pour Murray, on ne naît pas pauvre, mais on naît avec un QI plus faible qui expose à la pauvreté et ne permet pas d'en sortir. Le conservatisme de Murray est donc un mélange de génétique et de culturalisme. Si le déterminisme du QI est, chez Murray, très poussé, son idée force est que les inégalités sont un trait de l'humanité et ne sauraient être corrigées par le seul système éducatif.

Conservateur anti-égalitariste, Murray l'est totalement. Il appelle à sortir de « l'âge du romantisme éducatif ». Selon lui, ce romantisme repose sur la croyance selon laquelle tous les enfants qui ne sont pas bons à l'école peuvent faire mieux. Corrélativement, ce romantisme se fonde sur l'idée selon laquelle le système éducatif est performant. Les romantiques éducatifs de gauche pensent que si l'on mettait fin au sexisme et au racisme, tous les enfants, quelles que soient leur origine et leur milieu social, s'épanouiraient parfaitement. Les romantiques éducatifs de droite pensent que si l'on en finissait avec les programmes scolaires politiquement corrects et avec la puissance des syndicats d'enseignants, là aussi tous les enfants feraient encore mieux. Et bien, pour Murray, il n'en serait rien. Le QI détermine largement les performances scolaires et, partant, les performances sociales (revenus, criminalité, mariage, etc.). En fait, le système éducatif - que Murray n'ose pas taxer de soviétiforme (mais c'est ce qu'il pense) - est trop bon pour les mauvais, et trop mauvais pour les bons.

En tout état de cause, d'appartenance et d'idéologie, il faut garder à l'esprit que ce docteur en science politique du MIT, collaborateur prolifique de *Commentary*, de *The Public Interest*, mais aussi du *New York Times*, du *Wall Street Journal* ou du *Washington Post*, figure parmi les intellectuels américains les plus originaux et les plus influents. De l'autre côté de l'Atlantique, Charles Murray est un expert dont les idées et les propositions comptent. On trouve trace de ses travaux dans nombre de domaines et de disciplines. VOIR VERSION DEVELOPPEE !!!! On retrouve aussi Murray dans les cénacles de débat public du plus haut niveau. Sur les questions de pauvreté, il a ainsi récemment débattu avec trois des principaux candidats à la présidentielle américaine, Hillary Clinton, Barack Obama et John Edwards. N'en déplaise à ses détracteurs comme à ses contempteurs, Charles Murray est donc bien un classique. Pire, c'est un classique fréquenté. À ce titre, ses positions et ses analyses méritent d'être connues et expertisées avec le plus grand sérieux, en particulier sa dernière production, courte, incisive et percutante, qui propose et dessine un « plan » pour mettre fin à l'Etat-providence.

Quel « plan » ? 10 000 dollars par personne, par an. Et puis c'est tout.

Après ses deux succès *Losing Ground* (1984) et *The Bell Curve* (1994), Charles Murray est de retour avec un nouvel ouvrage en 2006³. Il s'attaque encore à l'Etat-providence, en proposant cette fois-ci un « plan » pour remplacer complètement l'édifice de protection sociale qui s'est étendu aux Etats-Unis durant tout le XXe siècle.

Convertir tous les transferts sociaux en une allocation unique et uniforme

L'argument de Murray est simple. La population américaine n'a jamais été aussi riche. Chaque année, les pouvoirs publics organisent la redistribution, par des mécanismes socio-fiscaux sophistiqués, de plus de mille milliards de dollars, afin de financer des systèmes collectifs de retraite, d'assurance maladie et de lutte contre la pauvreté. Or, il y a toujours autant de pauvres, de retraités aux très faibles pensions, et de personnes qui n'accèdent pas aux soins. Pour Murray, seul un gouvernement peut se permettre de dépenser autant d'argent, de manière aussi inefficace. La solution, simple, apparaît : il faut donner cet argent directement aux gens.

En effet, pour Murray, l'Etat-providence tel qu'on le connaît ne peut pas survivre. Aujourd'hui, le financement fédéral des programmes de Sécurité sociale (retraite) et de prise en charge des dépenses de santé des pauvres et des personnes âgées (Medicare et Medicaid) représente 9 % du PIB. VOIR VERSION DEVELOPPEE (OU BIEN ECRIRE A CHAQUE FOIS, SELON MURRAY) Il devrait en représenter 28 % en 2050, si les tendances actuelles se poursuivent. Ainsi, pour Murray, des changements majeurs s'imposent, malgré l'aveuglement – ou l'absence de courage - des responsables politiques. Les Etats-Unis sont riches, si riches qu'il est, selon lui, assurément possible, voire facile, de permettre à tout le monde d'accéder à un niveau de vie décent. La seule contrainte qui empêche véritablement cette meilleure répartition des richesses, c'est le système public de redistribution. La bureaucratie qui gère les prestations et les équipements, avec des mécanismes de plus en plus complexes et opaques, serait inefficace et contre-productive.

L'argument n'est pas nouveau mais la solution préconisée, en revanche, est plus originale. Les impôts collectés ne doivent plus transiter par les rouages des différents programmes de protection sociale. Le montant total des impôts serait divisé par le nombre d'adultes, et une prestation monétaire serait versée directement à chaque Américain. Le montant forfaitaire de cette allocation unique devrait être suffisant pour qu'il n'y ait plus de pauvres (en situation de pauvreté « absolue », c'est-à-dire selon le standard américain de mesure de la pauvreté comme minimum ne dépendant pas de la distribution des revenus), pour que tout le monde puisse s'assurer en termes de santé, et pour que tout le monde soit capable de s'organiser une retraite confortable. Ce qui est nouveau, c'est l'accent mis sur la faisabilité financière (sinon politique) d'un tel programme.

Murray prend d'abord en considération les retraites. Imaginons un jeune de 21 ans qui serait incapable de cotiser ou de s'assurer seul. S'il dispose d'une certaine somme chaque année, et qu'il est contraint de verser annuellement 2 000 dollars sur un fond rémunéré à 4 % - ce qui semble ridiculement frileux, pour Murray, au regard des performances boursières de long terme –, il se trouverait le jour de ses 66 ans à la tête de plus de 250 000 dollars, dont il pourrait espérer des annuités conséquentes.

³. Charles Murray, *In Our Hands. A Plan to Replace the Welfare State*, Washington, AEI Press, 2006. On s'appuie ici sur notre recension, Julien Damon, « Protection sociale : 10 000 dollars par personne chaque année, et c'est tout ! », *Sociétal*, n° 54, 2006, pp. 93-96.

En matière de couverture santé, le principe est plus compliqué dans ses détails, mais pas dans sa logique. Il n'y a pas, en effet, d'accumulation possible sur 45 ans car la probabilité de tomber malade sur la période est plus qu'élevée. La solution passe donc par la souscription d'une assurance, d'un montant annuel d'environ 3 000 dollars, auprès de sociétés privées qui se chargeront de mutualiser le risque.

Au total, ce que propose Murray dans son « plan », comme il le baptise, est d'offrir à chaque citoyen américain de plus de 21 ans (sauf en cas d'incarcération) une somme de 10 000 dollars, parmi lesquels 2 000 seraient pré-affectés à des fonds de pension, et 3 000 à des sociétés d'assurance. Chacun recevrait mensuellement un douzième de cette somme sur son compte en banque.

Pour le financement du plan, les impôts ne seraient pas supprimés, mais totalement transformés et simplifiés. Les revenus d'activité seraient taxés à partir d'un seuil de 25 000 dollars (très éloigné donc des 10 000 dollars de l'allocation) avec un barème progressif. Les calculs de l'auteur ne sont pas très élaborés – notamment pour ce qui relève des évolutions des comportements d'activité – mais, sur le papier, ils permettent une budgétisation du plan.

S'il était mis en œuvre aujourd'hui, il coûterait 355 milliards de dollars de plus que le système actuel de protection sociale. Vers 2010, il coûterait exactement ce que coûterait alors l'Etat-providence. Vers 2020, le plan de Murray coûterait 500 milliards de moins que ce que pourrait alors coûter, selon les projections les plus optimistes, les mécanismes et institutions en place.

Un plan au secours de la société et du sens de la vie

L'auteur est loin d'être naïf. Il sait combien son programme de substitution d'une allocation quasi-universelle à l'Etat-providence actuel pose de problèmes en termes de désincitation au travail, de coûts de transaction entre les systèmes, d'implications en matière de réorganisation radicale de l'administration sociale et fiscale. Toutes ces questions sont abordées et traitées, mais ne constituent pas le sujet principal de Murray.

Celui-ci se place d'un point de vue plus philosophique, mêlant ses inspirations libertariennes et conservatrices. Ce ne sont pas les débats habituels autour des réformes paramétriques de l'Etat-providence qui lui importent, mais l'adaptation de la protection individuelle à un âge d'abondance et de sécurité. À la rigueur, historiquement, lorsque les premiers problèmes étaient ceux de la survie, l'intervention publique pouvait, aux yeux du libertarien Murray, se justifier. Désormais, en période d'abondance, la question qui se pose est celle du sens de l'existence humaine. Le problème des sociétés avancées n'est pas, selon lui, véritablement celui de la pauvreté, des retraites, ou des soins. C'est celui de vivre une vie qui ait un sens qui ne peut se trouver que dans la responsabilité individuelle et dans le renforcement des institutions de base, en particulier la famille et la « communauté » (en clair, le voisinage et les réseaux sociaux dits de proximité).

Le plan à cet égard n'est pas une solution seulement technique. Il s'agit profondément de mettre en œuvre certains fondements de la philosophie libertarienne : la liberté ne peut être bridée par des impératifs collectifs, et les individus responsables doivent s'auto-organiser sans passer par la création d'institutions publiques désincarnées et coupées de la réalité quotidienne des communautés. Le principe libertarien de base serait de ne rien faire en matière de protection sociale. Murray considère, en raison du niveau de richesse, qu'il est

possible à la fois de faire revivre le principe de responsabilité individuelle et d'assurer à tout le monde un socle minimum de revenu.

L'essentiel du plan réside dans la dimension universelle de l'allocation. Tout le monde touche 10 000 dollars, quels que soient les configurations familiales et le passé des individus. Plus important encore, tout le monde sait que tout le monde touche cette somme. Il s'ensuit des stratégies possibles de mise en commun et de partage de cette allocation, au sein des familles et des communautés. Ceux qui dépenseraient de manière inconsidérée leur pécule n'auraient pas de recours public pour demander autre chose et ne pourraient se tourner que vers leurs proches. Ces derniers, au courant du niveau réel de ressources de l'individu dispendieux ou confronté à des difficultés particulières, connaîtraient la nature de ses problèmes et pourraient ainsi envisager des solutions. Entre autres, ils pourraient exiger de lui un changement radical de comportement, au risque de ne plus jamais bénéficier de leur aide. Autre exemple d'impact prétendument positif du plan : plus personne ne pourrait plaider l'insolvabilité, ni l'organiser, pour ne plus payer de pensions alimentaires en cas de séparation. Autre exemple encore : le nombre de grossesses précoces diminuerait fortement car les jeunes filles avec leur bébé ne dépendraient plus de l'assistance publique mais, directement, de leurs parents (qui auraient tout intérêt à prévenir de tels événements).

La conclusion de Murray est qu'il y aura toujours des comportements de cavalier seul (« free rider »), mais qu'ils seraient certainement très limités par rapport à ce qui se passe dans le système collectif d'Etat-providence. Murray ne dit pourtant rien des individus qui dépenseraient de manière inconsidérée et imprévoyante leur pécule, et qui ne seraient plus insérés dans une quelconque communauté. Il semble néanmoins assez logique que ces individus n'auraient que trois possibilités : l'isolement total, la criminalité (et, partant, l'incarcération) et, dernière option, la mort. Au bout du compte, le plan est bien, au plus profond, un programme de responsabilisation individuelle et collective. Il est d'ailleurs présenté par son promoteur comme un moyen de reprendre en main sa vie, en tant qu'individus, en tant que membres de familles et de communautés diversifiées. Il ne s'agit pas uniquement de mettre fin aux bureaucraties de la protection sociale, mais bien de revitaliser ou de revivifier le sens de la vie moderne.

Un « plan » très critiquable

Les idées de base de Murray ne sont pas neuves. Ses propositions incarnent une des voies libertariennes. Pour autant, un des problèmes logiques de Murray est qu'il n'est pas intégralement, voire même authentiquement, libertarien. Il le reconnaît lui-même. On pourrait dire qu'il n'est pas anarcho-capitaliste, au sens où il reste favorable à des dispositifs publics régaliens tels l'armée et la justice, mais aussi parce qu'il souhaite conserver (pour les moins de 21 ans) les dispositifs publics d'éducation et d'aide sociale à l'enfance pour les orphelins.

Le point le plus contestable de son propos, à ce titre, est qu'en réalité il ne met pas véritablement tout l'argent (comme il le souhaite dès le titre de l'ouvrage) dans les mains des individus. En effet, à partir du moment où sur 10 000 dollars, 2 000 sont pré-affectés de façon quasi-obligatoire à des fonds de pension, et 3 000 à des assurances santé, il faut bien convenir qu'il y a une obligation collective faite à tous les individus de se prémunir. Dit d'une autre manière, il y a bien une mutualisation qui ressemble à une organisation de Sécurité sociale, certes privée et individualisée, mais avec des obligations. Il reste alors 5 000 dollars annuels par personne, dont l'affectation est totalement libre. Et ce montant n'a rien d'extraordinaire, car il est inférieur à celui du RMI en France !

On peut donc être séduit par la démarche de Murray. On ne saurait cependant être convaincu par les détails et par les conditions de possibilité du plan. Les idées de revenu universel sont toujours plaisantes sur le papier. Elles peuvent être présentées avec beaucoup de sophistication philosophique et budgétaire, mais elles se heurtent tout de même toujours à la réalité : elles sont extrêmement coûteuses et supposent ce que Murray demande, c'est-à-dire la suppression de la quasi-totalité des autres transferts sociaux (soit, à chaque fois, autant de bénéficiaires et d'opposants potentiels à la réforme).

Au-delà de ce plan pour l'Etat-providence, il faut noter le ton du propos. Murray énonce clairement des idées fortes et originales, en sachant parfaitement qu'il provoquera la controverse. Selon lui, les politiques publiques américaines fonctionnent aujourd'hui comme dans l'Union soviétique. Il y voit d'abord une collectivisation et une publicisation des risques, qu'il juge insupportables et dangereuses. Il y voit surtout l'application d'une blague qui courait en URSS : « on fait semblant de travailler et ils font semblant de nous payer ». Pour Murray, il en va de même en matière de pauvreté : les responsables politiques font semblant d'avoir des solutions, et les Américains font semblant d'y croire.